

# RÉVISION DU PLU

*Commune de Saint-Andéol-le-Château*

Réunion 5 > 10 juillet 2017

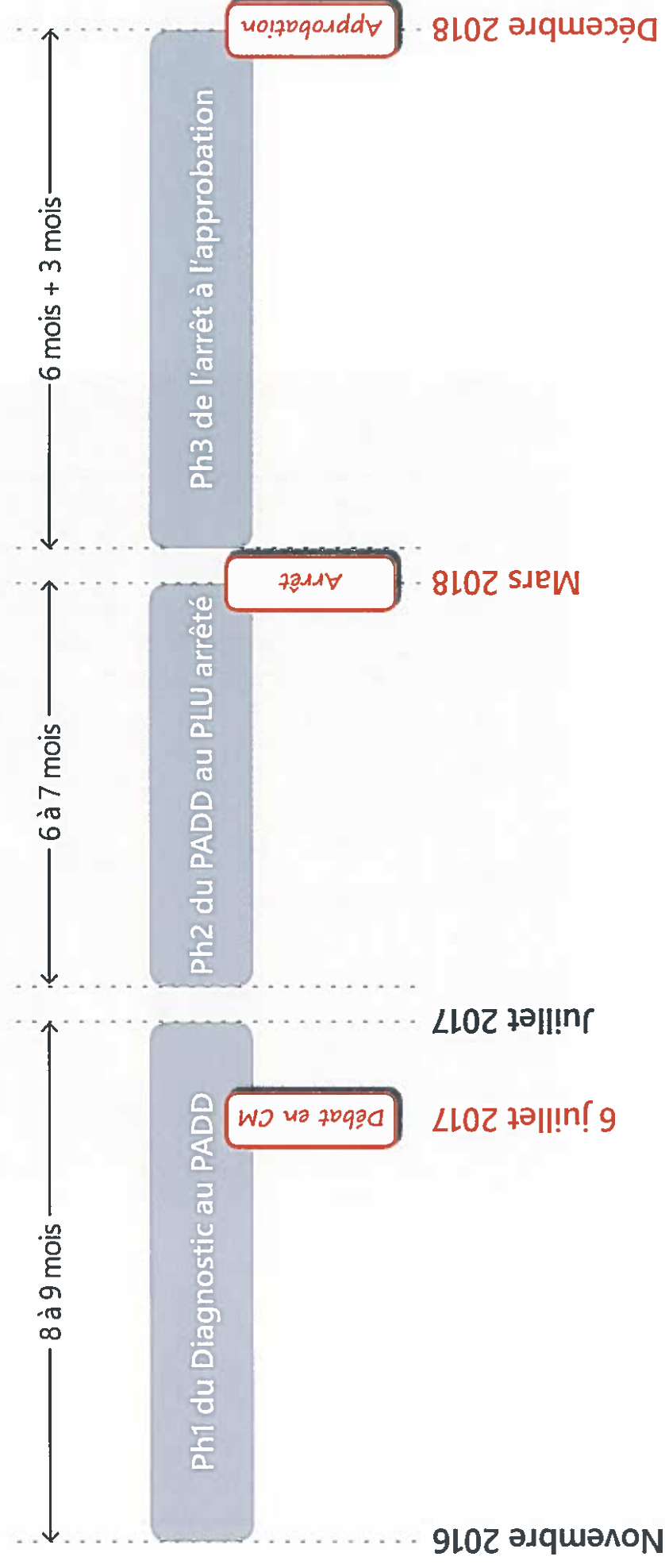
*Présentation PADD*



RÉFLEXITÉ > ECO-STRATÉGIE > ASEA

# DÉROULEMENT DE LA MISSION

## Planning prévisionnel - 26 à 28 mois



### **Maîtriser le développement urbain pour maintenir un cadre et un mode de vie de village**

- 1/ Conforter le statut de lieu de vie du centre-bourg*
- 2/ Favoriser le bien vivre ensemble et le lien social*
- 3/ Maintenir la diversité sociale et générationnelle au sein du village*
- 4/ Préserver le patrimoine urbain, paysager et naturel du territoire qui constitue l'identité de Saint-Andéol-le-Château*
- 5/ Favoriser une approche plus durable de l'aménagement*
- 6/ Favoriser et développer les liens avec les communes voisines notamment dans le cadre de la création d'une commune nouvelle*

## 1/ Conforter le statut de lieu de vie du centre-bourg

### En valorisant la centralité constituée de 3 pôles complémentaires articulés par la rue Centrale

- > La place Nicolas Paradis : lui redonner son rôle de « place du village » et de lieu principal où se développe le commerce, en la revitalisant :
  - Conforter les commerces et services existants et favoriser le développement de nouveaux
  - Requalifier l'espace public pour retrouver des usages mixtes et en faire un lieu valorisant : optimisation des espaces routiers et du stationnement (organisation et mode de gestion) au profit d'usages qualitatifs et de vivre ensemble, amélioration des cheminements piétons, ...
  - Renforcer le stationnement à proximité de la place pour limiter le besoin sur cet espace : parking du parc en cours de réalisation à compléter par du stationnement réparti sur les autres secteurs autour de la place
- > Le Clos Souchon : conforter son rôle d'espace fédérateur et de pôle administratif et médical
- > Le Castrum : renforcer son rôle patrimonial, à la fois lieu habité et lieu visité
- > La rue Centrale : lui permettre d'assurer la connexion entre les pôles par l'amélioration des cheminements piétons

### En privilégiant le développement de l'habitat dans le centre bourg plutôt que dans les secteurs résidentiels éloignés tout en répondant aux aspirations actuelles et en garantissant le bon fonctionnement du bourg

- > Contenir le développement des hameaux et fermes isolées
- > Limiter le développement dans les secteurs résidentiels en marge du centre bourg : encadrer la densification, notamment par division parcellaire, sur les secteurs de la Combe, la Joannas et des Hauts de Saint-Andéol
- > Préserver la coupure verte entre le Trimolin et la Rivoire/Joannas
- > Favoriser la réutilisation du bâti ancien tout en maintenant un fonctionnement équilibré au sein du castrum (densité, stationnement, ...)
- > Maîtriser le développement des tenements présentant un potentiel de développement (fermes et clos notamment)

## 2/ Favoriser le bien vivre ensemble et le lien social

### En valorisant l'offre d'équipements sur le court, moyen, long terme

- > Conforter le secteur du plateau sportif dans son statut de pôle d'équipements de loisir
- > Requalifier le pôle du Bouloneuf
- > Renforcer le statut d'espace de lien social du parc

### En redonnant son caractère de place du village à la place Nicolas Paradis

- > Restructurer la place pour proposer des usages conviviaux et favorisant le lien social
- > Redynamiser le commerce et les services vecteurs d'animation

### En développant un réseau d'espaces collectifs de proximité au sein des différents quartiers

- > Valoriser les espaces publics et adapter les usages qu'ils proposent aux aspirations des habitants
- > Créer de nouveaux espaces publics de proximité dans le tissu existant et au sein des opérations d'ensemble

### En améliorant les déplacements tous modes entre les différents secteurs

- > Renforcer les liaisons entre pôles d'équipements et secteurs résidentiels
- > Mettre en réseau les espaces publics de proximité
- > Sécuriser la confrontation des différents modes de déplacements sur les voiries : axe est-ouest, rue des écoles, route de Mornant, accès à la place Nicolas Paradis
- > Améliorer les conditions d'accessibilité dans les quartiers sud (Larzellier, la Plate, les Condamines et les Pinaises) pour les véhicules et pour les modes doux

### En renforçant et en adaptant l'offre de stationnement dans le centre-bourg

- > Favoriser l'aménagement de petites poches de stationnement réparties dans le bourg
- > Adapter le statut des stationnements en fonction des besoins
- > Favoriser le stationnement à la parcelle
- > Améliorer les aménagements cycles (stationnement) à proximité des équipements et pôles de services



### **3/ Maintenir la diversité sociale et générationnelle au sein du village**

#### **En diversifiant l'offre de logements pour permettre des parcours résidentiels plus complets sur la commune**

- > Poursuivre la diversification des morphologies d'habitat (collectifs, intermédiaires et individuels groupés) pour compléter l'offre individuelle dominante sur la commune
- > Favoriser le développement d'une offre locative diversifiée (appartements ou maisons) et d'une offre abordable : petits logements, accession asociale, locatif social, ...
- > Faciliter le développement d'une offre répondant aux besoins liés au vieillissement de la population (offre à proximité des services et adaptée en terme d'accessibilité)
- > Mobiliser du foncier communal pour des opérations maîtrisées répondant à ces objectifs : site du Foyer rural (foncier CCAS) qui pourrait permettre d'envisager une opération de logements aidés, foncier libéré par la relocalisation des tennis, foncier communal en bordure de parc (frange sud-ouest), ...

#### **En renforçant les aménités urbaines répondant aux besoins des habitants, notamment les personnes âgées et les jeunes ménages**

- > Renforcer l'offre en commerces et services de proximité
- > Conforter l'offre médicale et paramédicale
- > Renforcer le stationnement dans le centre bourg par une offre répartie
- > Anticiper les besoins pour répondre aux évolutions potentielles des effectifs scolaires (site scolaire et périscolaire existant)
- > Envisager une offre en équipements dédiés à la petite enfance
- > Sécuriser et en améliorer les supports de déplacements doux

## 4/ Préserver le patrimoine urbain, paysager et naturel du territoire qui constitue l'identité de Saint-Andéol-le-Château

### En préservant les caractéristiques morphologiques du village

- > Favoriser des formes bâties cohérentes avec l'identité des différents secteurs urbains
- > Maintenir la gradation de la densité d'habitation
- > Préserver les respirations au sein du centre bourg : espaces verts, jardins en pourtour du Castrum, ...
- > Maîtriser le devenir des grands tenements du centre bourg

### En conservant, voire en renforçant, la qualité patrimoniale du Castrum, des clos et des anciennes fermes

- > Valoriser, voire protéger, le patrimoine bâti rural qui participe à l'identité du village : murs, clos, anciennes fermes, loges de vignes, ...
- > Encadrer les interventions sur le bâti existant notamment au sein du Castrum
- > Permettre la mutation du bâti ancien impropre à l'activité agricole moderne et situé dans des secteurs adaptés à leur nouvelle destination

### En valorisant et en protégeant les entités paysagères remarquables

- > Améliorer la transition entre les secteurs urbanisés et les espaces naturels ou agricoles par des aménagements paysagers : voies douces, gestion des eaux pluviales paysagère, valorisation des murets en bordures de champ, ...
- > Préserver et valoriser les points de vue remarquables (maintien des grandes ouvertures visuelles)
- > Assurer l'intégration paysagère des bâtiments dans l'espace rural et dans le village : bâti agricole, industriel et résidentiel (réglementer murs et clôture, végétalisation, hauteurs par rapport à la silhouette du village ...)

### En maintenant une agriculture de production et en maîtrisant les installations de loisir (parc à chevaux etc...)

- > Maintenir et développer l'activité agricole (protection des sièges agricoles, respect du PENAP)
- > Préserver le potentiel économique de production agricole en accompagnant la diversification de l'activité et de ses débouchés (circuits-courts, vente à la ferme-Uniforme, AMAP, agritourisme ?...)
- > Assurer l'intégration paysagère des équipements et constructions (dont abris à chevaux)

## 5/ Favoriser une approche plus durable de l'aménagement

### En maintenant le réseau écologique communal (maintien ou renforcement des trames vertes et bleues)

- > Soutenir les dispositifs supracommunaux concernant l'environnement et l'agriculture : protection et gestion des ENS, application du PENAP, ...
- > Préserver les éléments de la trame boisée et de la trame humide jouant un rôle de réservoir de biodiversité : plateau agricole humide et vallons du Godivert et de Barny
- > Maintenir et améliorer les continuités écologiques : protection d'un réseau de haies, de bois relais, des bords de cours d'eau, renforcer le corridor Est périurbain ...
- > Maintenir ou aménager des espaces verts de qualité au sein de la trame verte urbaine : parc Souchon, couloir végétalisé avec modes doux, ... avec choix d'essences locales ...

### En améliorant la gestion de l'eau

- > Maîtriser les ruissellements : préserver les zones humides et les espaces tampon autour des cours d'eau ou des axes de ruissellements, bonne gestion des eaux pluviales en lien avec les prescriptions supracommunales (BV Garon et Gier)
- > Limiter ou éviter l'imperméabilisation des sols
- > Économiser la ressource en eau (récupération des eaux de pluies)

### En limitant la consommation énergétique et en valorisant le recours aux énergies renouvelables

- > Favoriser le développement des Enr au sein du bâti dans le respect du paysage (solaire, ...) et des constructions adaptées à l'environnement (orientation, ...)
- > Encourager les actions de maîtrise de la demande en énergie

### En protégeant les habitants des risques et nuisances

- > Intégrer les risques naturels et technologiques (PPRNI, voies bruyantes, mouvement de terrain,...) dans le PLU
- > Éloigner les constructions nouvelles des zones de risques ou de nuisances, limiter la constructibilité selon les secteurs de risque



## **6/ Favoriser et développer les liens avec les communes voisines notamment dans le cadre de la création d'une commune nouvelle**

### **En améliorant les déplacements tous modes avec les communes voisines**

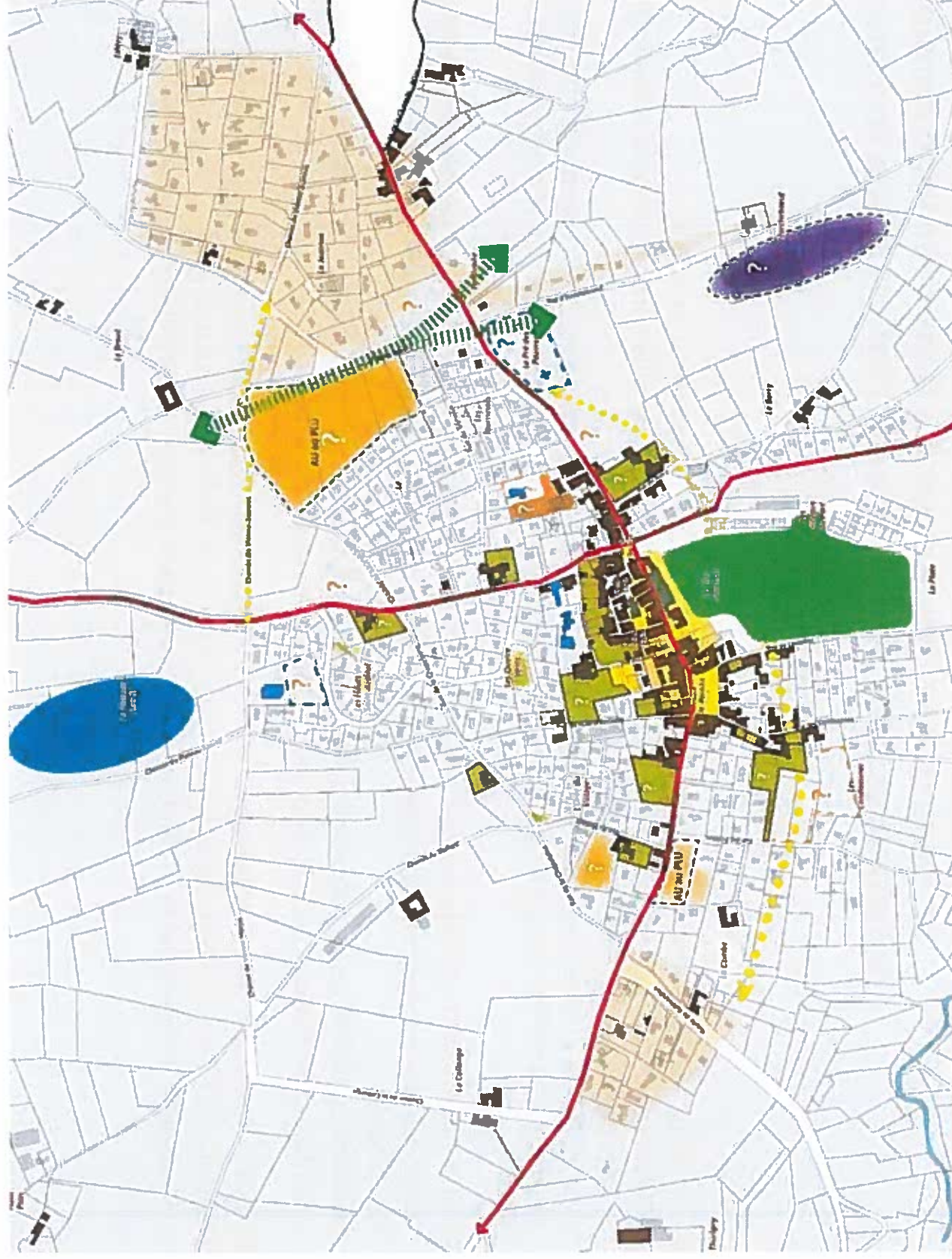
- > Développer des liaisons douces entre les communes du plateau et plus particulièrement le maillage avec les bourgs de Chassagny et Saint-Jean-de-Toulas
- > Améliorer la qualité des liaisons routières entre les villages : sécurisation des points noirs, renforcement des dispositifs intermodaux (parkings relais le long des itinéraires TC), amélioration de la confrontation des différents modes, ...

### **En anticipant la mutualisation d'équipements à l'échelle de la future commune nouvelle**

- > Favoriser les projets collectifs et la définition de visions partagées avec les communes de St-Jean-de-Toulas et Chassagny
- > Identifier/Définir les secteurs stratégiques pour la mutualisation : pôle Sportif, Pont-Rompu, Bellevue, ...
- > Renforcer les liaisons pour faciliter les déplacements entre les villages

### **En participant au développement d'un axe alternatif (transport en commun et modes doux) entre Brignais et Rive-de-Gier dans le secteur entre la RD342 et la future A45**

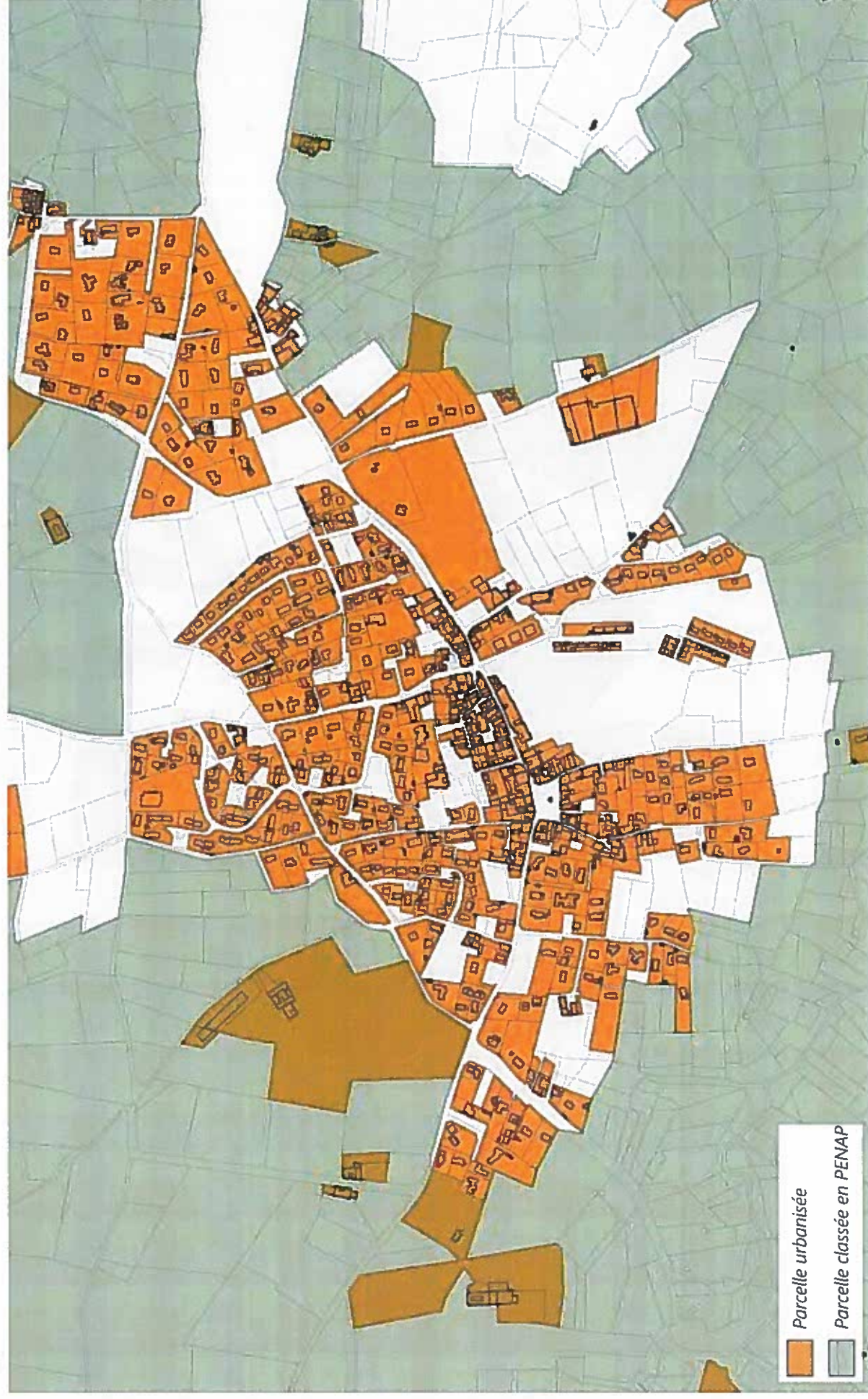
- > Poursuivre la démarche de définition d'une vision partagée pour ce secteur en devenir











Fond de carte d'après le cadastre

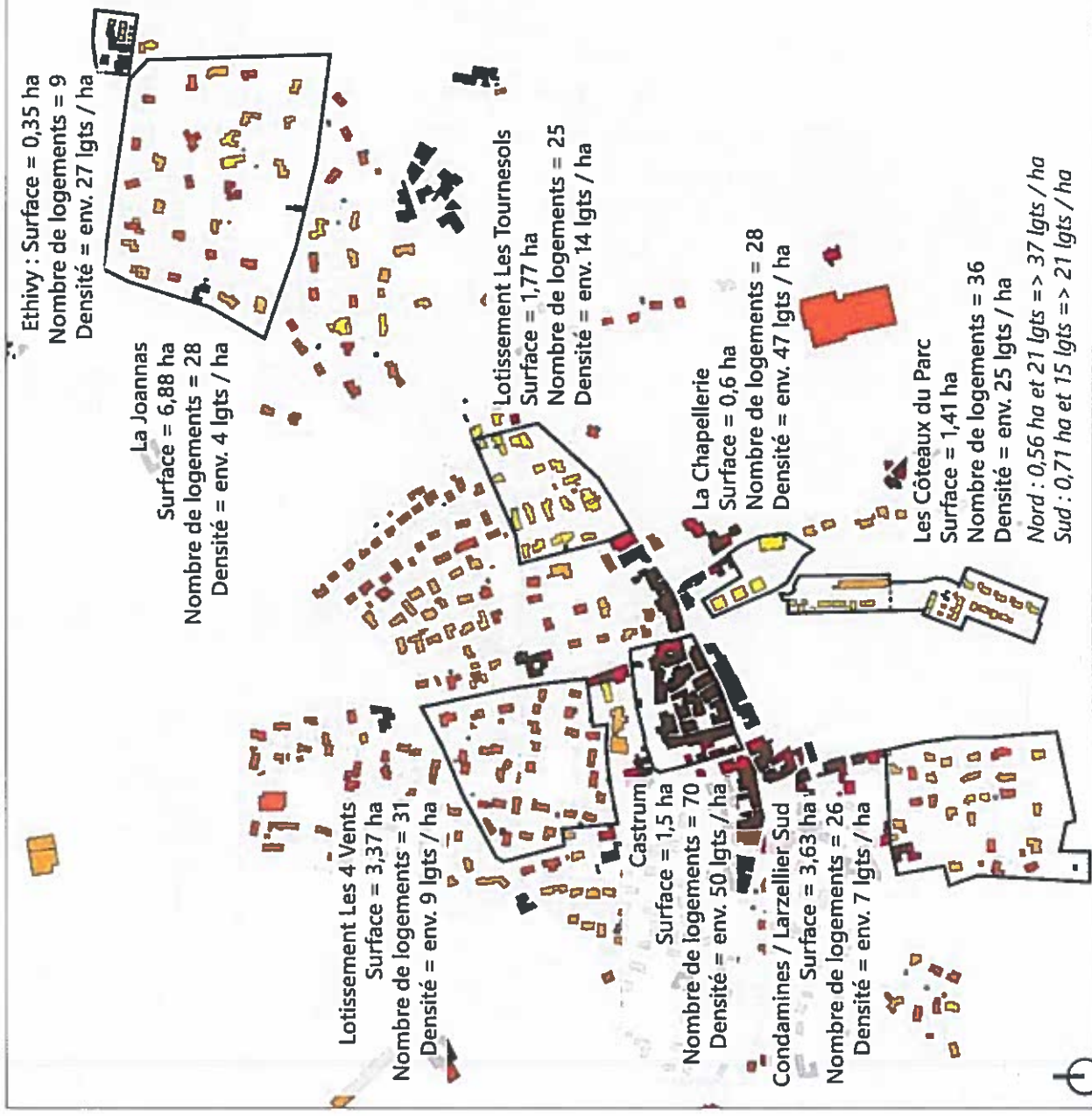
Les parcelles bâties et les périmètres PENAP

# Densité

## Les densités des différents secteurs

- > Une échelle de densité importante de 4 à 50 logements / ha
- > Des opérations récentes qui présentent des densités cohérentes avec les objectifs à poursuivre
- > Des tissus plus lâches en périphérie

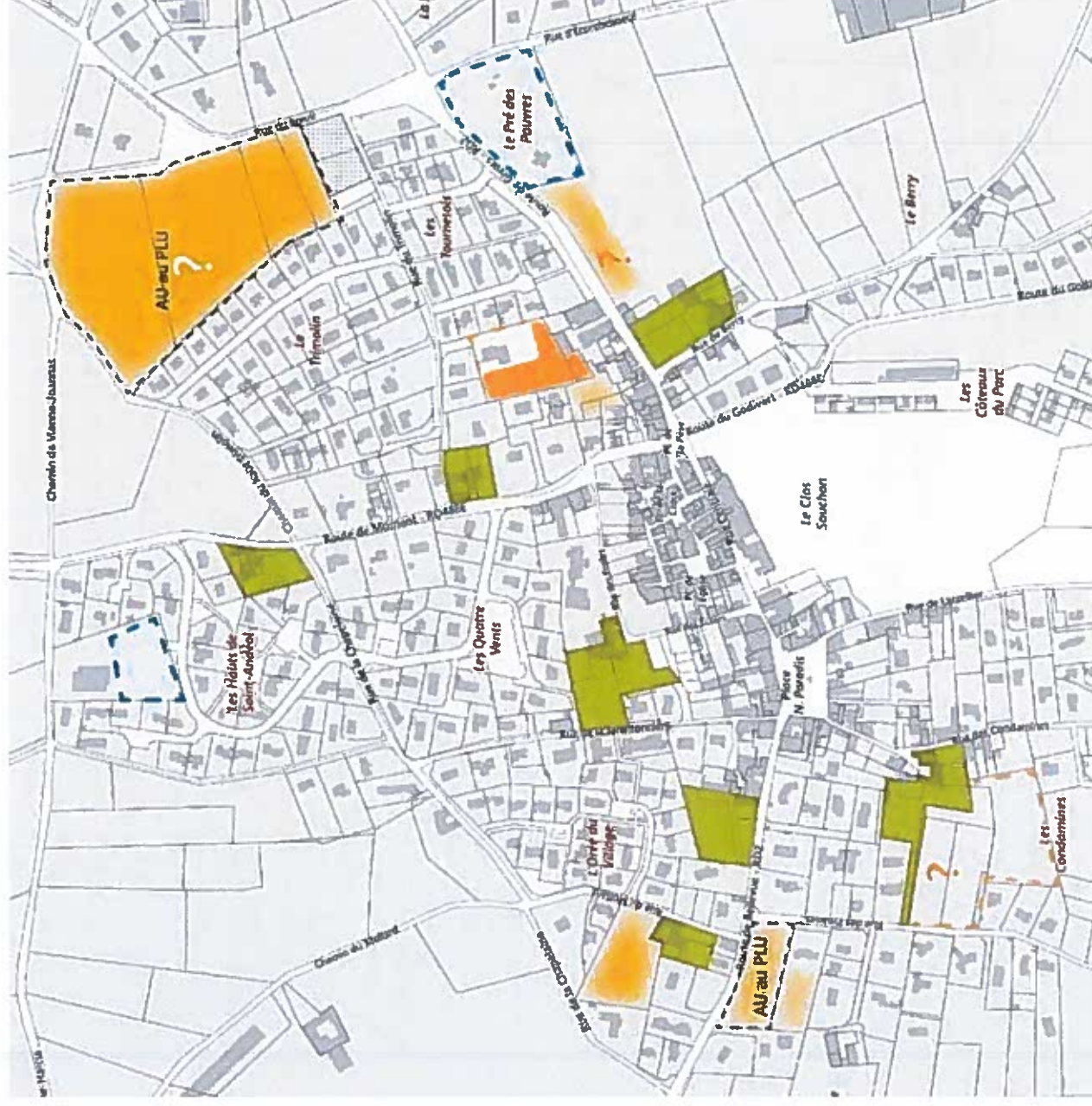
> Favoriser la densification à proximité du centre et la diversification de l'habitat par des opérations maîtrisées



Les densités bâties (nombre de logement par ha)



## Les grands tènements



## 2.4. L'AGRICULTURE

### 2.4.1. Contexte et situation actuelle

#### -Dynamique de l'activité agricole

Sources : documents du SCOT de l'Ouest lyonnais ; Observatoire partenarial « Espaces agricoles et naturels » n°3 / Urbalyon, 2013 : les chiffres clés de l'agriculture et des espaces agricoles - Scot de l'Ouest lyonnais

#### L'agriculture en Rhône-Alpes

Le *Plan Régional d'Agriculture Durable de Rhône-Alpes* 2012-2019 met en avant 4 enjeux stratégiques majeurs :

1. Intégrer et développer les activités agricoles et agroalimentaires dans les territoires rhônalpins
2. Améliorer la performance économique des exploitations agricoles rhônalpines dans le respect des milieux naturels
3. Garantir et promouvoir une alimentation sûre, de qualité, source de valeur ajoutée et de revenu pour les agriculteurs et les transformateurs rhônalpins
4. Faciliter l'adaptation de l'agriculture rhônalpine aux changements et accompagner ses évolutions.

L'agriculture en Rhône-Alpes est impactée à la fois par l'importance des zones de montagne, qui contraignent les productions et les exploitations agricoles, mais également par une artificialisation des sols légèrement plus importante que la moyenne nationale (10% contre 9%). Rhône-Alpes constitue la première région agricole en termes de nombre de productions avec neuf Orientations Technico-économiques (OTEX) ayant un poids économique significatif : l'agriculture y est donc très diversifiée, et les systèmes d'élevage herbivore et les systèmes de cultures pérenne (viticulture, arboriculture) ou spécialisés (maraîchage, horticulture) sont très présents.

Cependant, on constate une forte baisse du potentiel agricole régional depuis 2000, liée notamment au recul des surfaces exploitées et du nombre des exploitations, au profit d'exploitations plus grandes.

La SAU rhônalpine est également en forte diminution avec une baisse de 6% entre 2000 et 2010 (soit une perte de 90 000 hectares), soit le double de la moyenne nationale de 3%. Entre 2010 et 2013, le rythme d'artificialisation des sols tend toutefois à ralentir et rejoint la tendance nationale : la SAU se stabilise avec -0,2 % par an entre 2010 et 2013.

L'agriculture dans le département du Rhône (Chambre d'agriculture, données 2010) :

Il est important de souligner que le département du Rhône, malgré son caractère urbain concentre la plus forte densité de population agricole active permanente de France (2,66 personnes au km<sup>2</sup>).

Celle-ci semble résister aux fortes pressions liées à l'urbanisation : en douze ans, le nombre d'exploitation diminue d'un quart quand celui de la France baisse d'un tiers. Ainsi, la SAU du département couvre 42% de la surface totale, avec une prédominance des vignes, de l'élevage et des grandes cultures.

En revanche, le département du Rhône semble particulièrement touché par la crise agricole, en voyant entre 2000 et 2010 une nette diminution des petites et moyennes exploitations au profit des plus grosses, ainsi qu'une baisse des chefs d'exploitations et co-exploitants de moins de 40 ans notamment.

Si le nombre d'exploitations dans le département a fortement diminué sur cette décennie, les données de la chambre d'agriculture font apparaître un léger rebond depuis 2007.

#### L'agriculture sur le territoire du SCoT :

Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest Lyonnais, approuvé le 2 février 2011, recouvre une large surface du territoire entre l'agglomération lyonnaise et les Monts du Lyonnais. Les espaces agricoles y recouvrent 26 338 ha (donnée 2010).



Extrait de l'occupation du sol de 2010 du SCoT de l'ouest Lyonnais (Urbalyon, 2013)

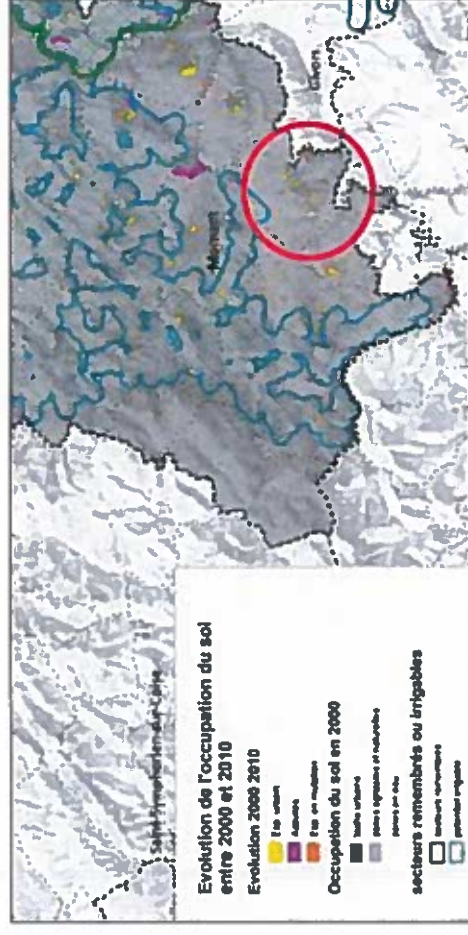
Le diagnostic du SCoT fait apparaître une forte tradition rurale à proximité de l'agglomération lyonnaise. Il parle aussi d'un nouveau front urbain qui concerne entre autres la commune de Saint-Andéol-le-Château témoignant d'une influence plus étendue de l'agglomération lyonnaise, liée à une demande accrue des urbains. Les conséquences de cette attractivité résidentielle se traduisent donc par une dynamique



pavillonnaire, un mitage du territoire pouvant potentiellement mener à un morcellement progressif des parcelles agricoles et la possibilité de création d'enclaves agricoles au sein du tissu urbain.

L'observatoire partenarial mis en place avec l'agence d'urbanisme met aussi en évidence quelques chiffres sur l'ensemble du territoire de l'Ouest lyonnais.

Ainsi, en 2010, l'agriculture, constituée principalement de polyculture et de polyélevage, représente 59% de la surface du territoire et dispose d'un important réseau d'irrigation.



Extrait de carte : Artificialisation des terres potentiellement irrigables - SCoT de l'Ouest lyonnais (Urbalyon, 2013)

Le territoire du Scot de l'ouest lyonnais montre donc certains atouts lui permettant une certaine résistance face à la pression foncière exercée par la métropole de Lyon ainsi que face aux difficultés inhérentes à la crise des filières.

Toutefois, le territoire a vu son nombre d'exploitations fortement diminuer sur 2000-2010, combiné à un vieillissement des exploitants.

L'extrait de carte ci-dessus montre que

	2000	2010	Évolution 2000 - 2010
Nombre d'exploitations	1 414	966	- 448 - 32 %
Part d'exploitants de plus de 50 ans	48 %	52 %	+ 4 points

Sources : Draaf, Recensements agricoles 2000 et 2010.

Saint-Andéol-le-Château dispose d'un faible potentiel d'irrigation, localisé au nord de la commune. De plus, le Sud du pays Mornantais, dont Saint-Andéol-le-Château, est indiqué comme historiquement composé des terres les plus pauvres, sans irrigation.

Ainsi, face aux difficultés énoncées précédemment (pression liée à la métropole lyonnaise, difficultés économiques), la commune de Saint-Andéol au même titre que l'ensemble du pays Mornantais est moins armée que le reste du territoire du SCoT.

Ce diagnostic fait aussi apparaître l'existence d'un marché des terres agricoles sur Saint-Andéol-le-Château, entraînant ainsi une certaine instabilité du parcellaire.

La DTA de l'Aire Métropolitaine de Lyon (approuvée en 2007, dernière modification en 2015) a contribué à ce diagnostic en identifiant différents secteurs agricoles. Parmi eux, on compte le plateau de Mornant, dont fait partie la commune de Saint-Andéol-le-Château, caractérisé par de grandes cultures, de grandes surfaces cultivées (60 à 70 ha), sur des sols granitiques à faible qualité agronomique. Elle considère la situation socio-économique andéolaise plutôt moins dynamique que sur le reste du secteur.

## Le PSADER

Le PSADER (Projet Stratégique Agricole et de Développement Rural) est un dispositif régional destiné à soutenir des actions spécifiques dans le domaine de l'agriculture, de la forêt et de la gestion des espaces naturels. Ce dispositif s'est par contre arrêté avec le nouveau Conseil régional.

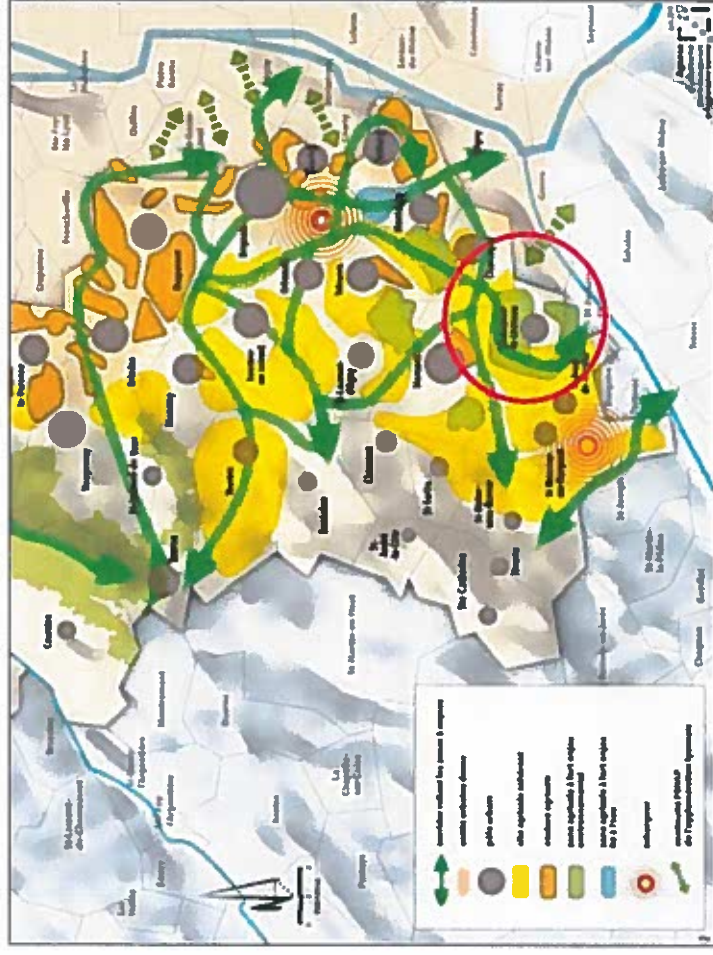
L'Ouest lyonnais avait bénéficié d'un PSADER avec l'ex région Rhône-Alpes (prévu initialement sur la période 2012-2018), avec comme axes :

- Préserver l'équilibre entre les espaces et conforter la qualité de vie des habitants
- Rééquilibrer l'activité économique pour mieux maîtriser les déplacements.

Le PSADER constatait que, dans l'ensemble, le territoire est soumis à une forte pression résidentielle et est sujet à de flux migratoires importants, notamment pendulaires du fait de la proximité de l'agglomération lyonnaise. En complément de ce qui a pu être précisé à travers le SCoT, on apprend que, concernant l'agriculture biologique, le département du Rhône présente des chiffres en dessous de la moyenne nationale et donc une marge de progrès intéressante.

Ce document pointait comme actions de travailler entre autres sur la préservation du foncier, de préserver les espaces agricoles et les exploitations, de rendre le territoire attractif pour favoriser le maintien et le développement de l'agriculture et d'anticiper les prochaines problématiques auxquelles devra faire face le secteur agricole en construisant une politique à 30 ans.

La carte de synthèse ci-dessous issue du PSADER montre que, au-delà des problématiques liées à l'urbanisation, Saint-Andéol-le-Château est un territoire concerné par de forts enjeux environnementaux avec des espaces agricoles cohérents, sans enclave notable.



Extrait de la carte de synthèse de la situation agricole du PSADER Ouest-Lyonnais 2012-2018 (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise)

## ENS du Plateau Mornantais

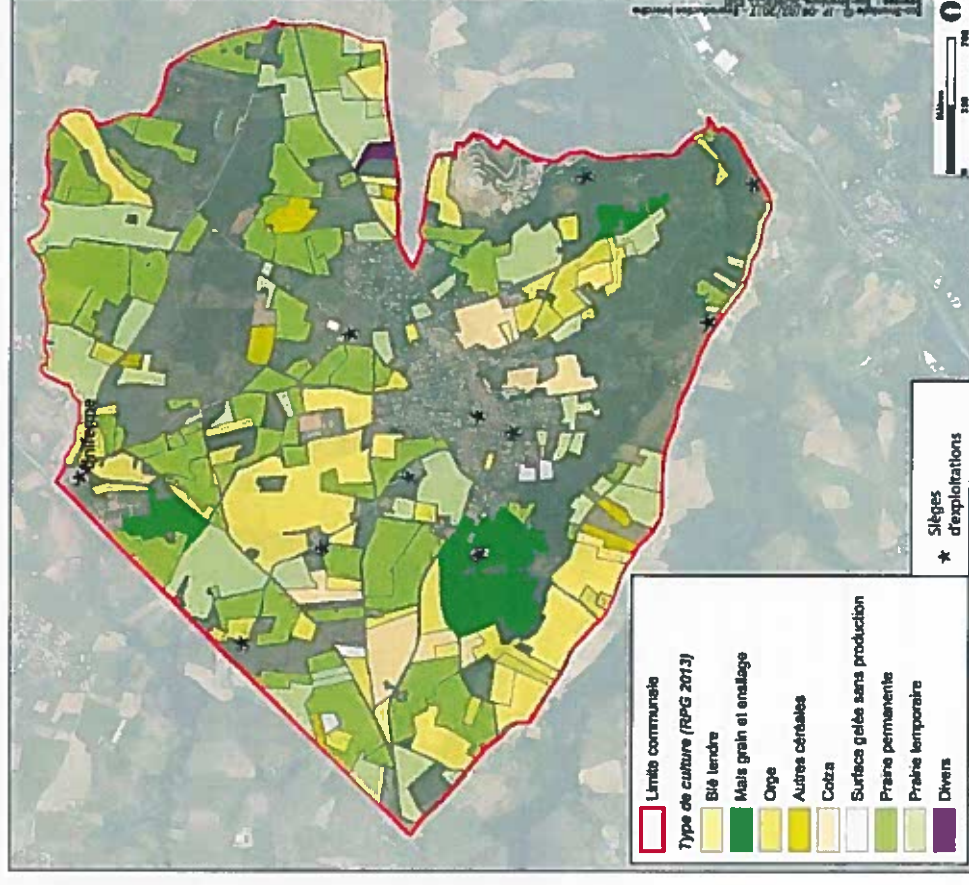
L'Espace Naturel Sensible du plateau Mornantais a pour objectif de préserver la qualité des paysages et des milieux naturels. Ceux-ci étant en secteur périurbain sont soumis à de fortes pressions. Cet ENS fait l'objet d'une protection et d'une mise en valeur par les collectivités locales et le Département. Il est doté depuis 2016 d'un plan de gestion.

Comme vu précédemment (cf. § Milieu naturel ...), des actions de gestion des landes et prairies, partenariales ou conventionnelles, sont mises en place avec le CEN Rhône-Alpes.

## - Activité agricole sur la commune

D'après le recensement général agricole de 2010, on constate depuis la fin des années 1980 une augmentation de la Surface Agricole Utile de 7%.

13 sièges d'exploitations agricoles sont recensés sur la commune en 2016 et sont situés sur la carte suivante. De plus, un magasin de vente réunissant plusieurs producteurs des communes alentours, Uniferm, est situé au bord de la RD 34 à Pont Rompu.



Surfaces végétales déclarées à la Politique Agricole Commune en 2010 et sièges d'exploitations (Sources : RGP, 2013, enquête agricole et ateliers)



D'après le Recensement Général Agricole 2010, l'orientation technico-économique globale de la commune est tournée d'abord vers l'élevage bovin, puis vers la production de céréales, ce qui conforte la tendance donnée par le SCoT sur le plateau de Mornant.

Nombre de têtes par type de cheptel (RGA, 2010)		
	2000	2010
Bovins	343	231
Chèvres	Données non divulguées	0
Brebis	0	0
Porcins	Données non divulguées	0
Volaille	Données non divulguées	Données non divulguées

Part des types de cultures dans la SAU communale en % (RGA, 2010)			Evolution 2000-2010 (en point)
	2000	2010	
Céréales	49,3	56,1	+6,8
Oléagineux	Données non divulguées	Données non divulguées	Données non divulguées
Fourrages et superficie tousjours en herbe	26,3	19,9	-6,4
Tubercules	0,1	0,5	+0,4
Légumes frais	4,0	2,0	-1,9
Vignes	0,1	0,0	-0,1
Vergers	8,4	13,0	+4,6
Jachères	6,4	7,4	+1,0

Dans le SCoT, le pays Mornantais apparaît comme étant non irrigué naturellement. De plus, Aucun pompage dans le milieu superficiel pour irrigation des cultures n'est recensé d'après le Schéma Général d'Assainissement (SGA). L'atelier avec les agriculteurs le 13 février a permis d'identifier 2 pompes situées au nord-ouest de la commune. Enfin, des exploitants ayant répondu à l'enquête, aucun n'a de parcelles irriguées.

Deux exploitations agricoles sont classées ICPE sous régime déclaratif : Earl des Cèdres à la Jarantonnière (élevage de chiens) et Hervier Bernard à Thurigny (élevage bovin).

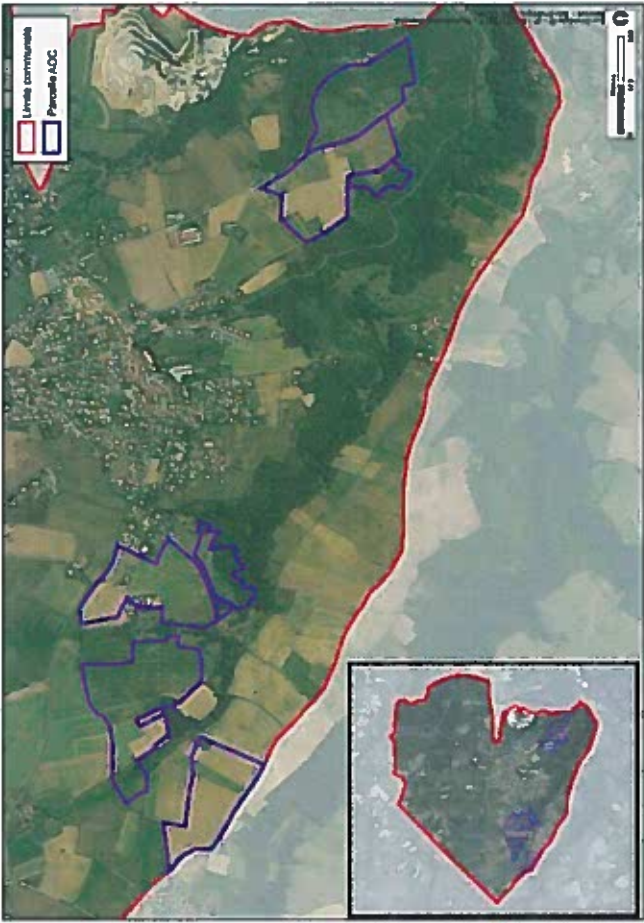
- Potentiel productif de l'activité agricole

Signes de qualité

Le territoire de la commune de Saint-Andéol-le-Château dispose de multiples signes de qualité :

- L'AOC-AOP Coteaux du Lyonnais blanc
- L'AOC-AOP Coteaux du Lyonnais blanc nouveau ou primeur
- L'AOC-AOP Coteaux du Lyonnais rosé
- L'AOC-AOP Coteaux du Lyonnais rosé nouveau ou primeur
- L'AOC-AOP Coteaux du Lyonnais rouge
- L'AOC-AOP Coteaux du Lyonnais rouge nouveau ou primeur
- L'IGP Emmental français Est-Central.

Les parcelles pouvant bénéficier théoriquement d'un label AOC pour le vin se situent au niveau de Thurigny et les Plantes :



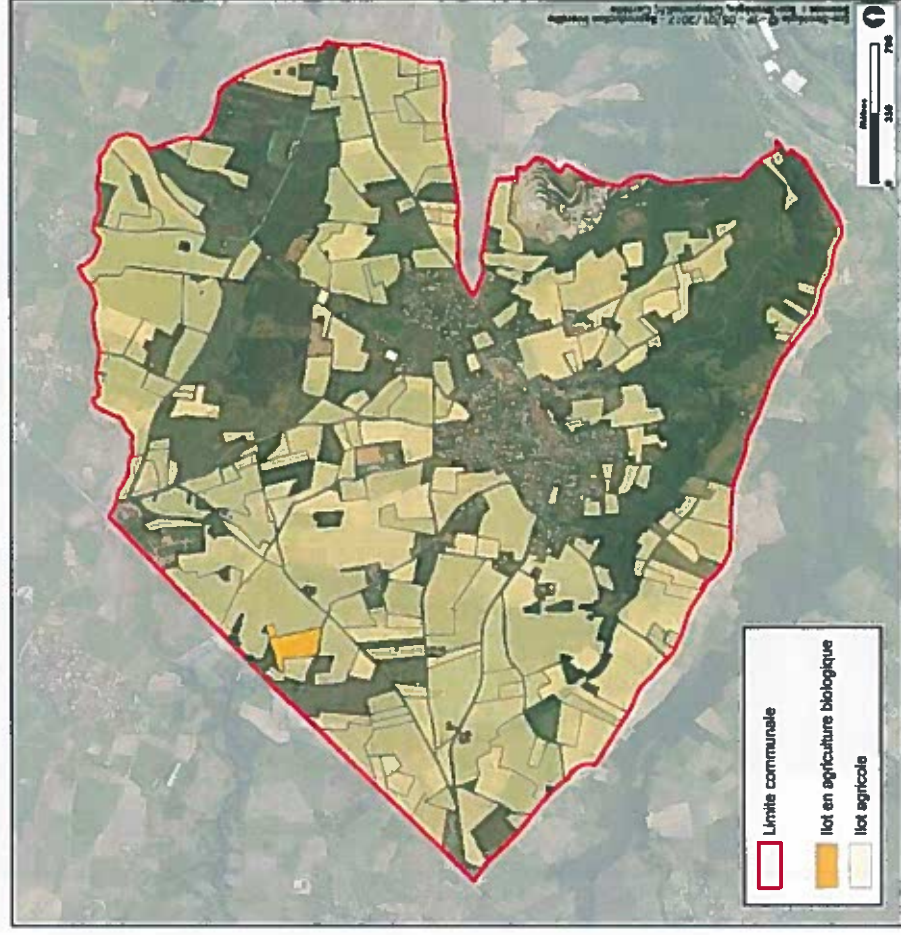
Périmètre des AOC viticoles sur la commune (Source : INAO 2008/GeoRhôneAlpes)

Malgré les 7 labels possibles sur la commune, aucune production de vin ou de fromage labellisé n'existe aujourd'hui sur St-Andéol-le-Château.



## Agriculture biologique

D'après les îlots déclarés à la PAC en 2013, seulement deux sont labellisés en agriculture biologique, représentant 0,6% de la surface déclarée.

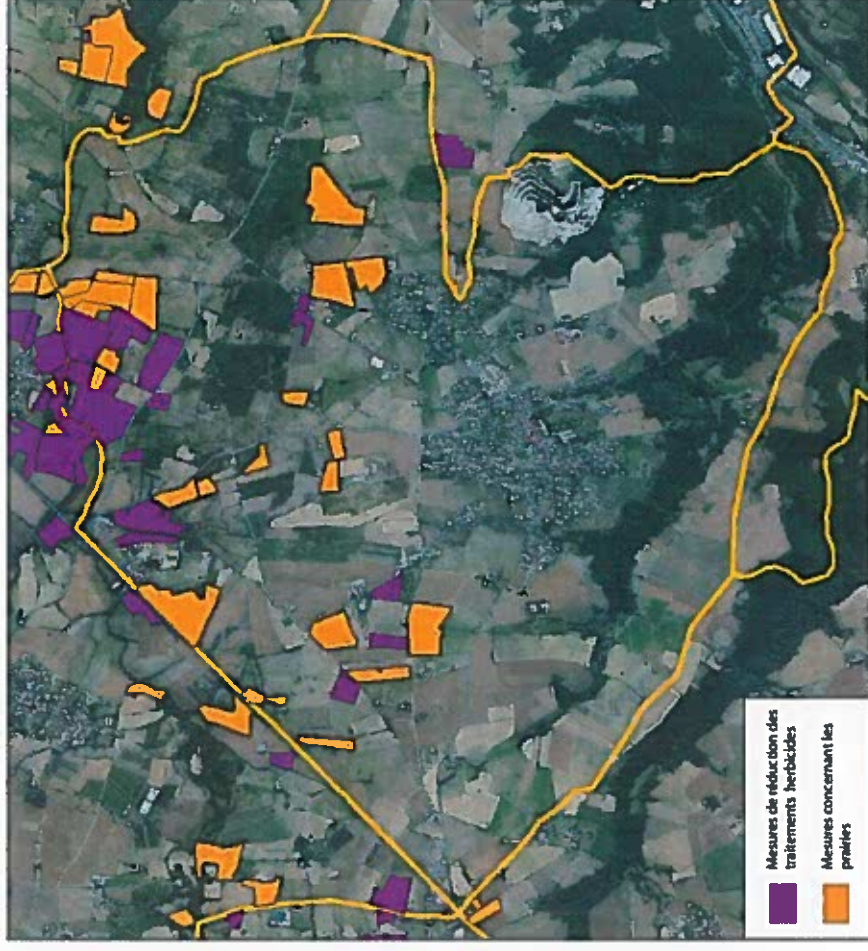


Îlots agricoles déclarés en 2013 sur la commune (GeoRhôneAlpes/DRAAF)

## Démarches en faveur de l'environnement

Certains exploitants sont engagés dans des démarches en faveur de l'environnement, participant à préserver et valoriser le patrimoine agricole et paysager de la commune. Saint-Andéol-le-Château s'inscrit dans le Projet Agro-Environnemental et Climatique ou *PAEC du Garon*.

Un Projet Agro-Environnemental et Climatique a pour objectif de maintenir les pratiques agricoles adaptées ou d'encourager les changements de pratiques nécessaires pour répondre aux enjeux agro-environnementaux identifiés sur son territoire, selon les orientations de la stratégie régionale (qualité de l'eau, biodiversité, maintien des prairies permanentes). Dans ce cadre, sont mises en place des Mesures agroenvironnementales et Climatiques.



Parcelles en MAEC sur Saint-Andéol-le-Château en 2016 (CEN Rhône-Alpes)

Les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) permettent d'accompagner les exploitations agricoles qui s'engagent dans le développement de pratiques combinant performance économique et performance environnementale ou dans le maintien de telles pratiques lorsqu'elles sont menacées de disparition.



Un agriculteur dont le siège d'exploitation est localisé sur la commune a souscrit des MAEC en 2016 sur environ 35 ha. Les mesures engagées portent pour les cultures sur la réduction des traitements herbicides et pour les pâtures sur l'ajustement du chargement pour éviter le surpâturage.

Trois autres agriculteurs possédant des parcelles sur la commune se sont également engagés en MAEC sur les mêmes types de mesures, pour environ 39 ha.

#### - Débouchés et diversification de l'activité agricole

Est présent au nord de la commune Unifерme, un magasin de producteur rassemblant 18 fermes au projet commun, ouvert depuis 1978.



Magasin Unifерme ([www.uniferme.fr](http://www.uniferme.fr))

Les agriculteurs présents lors de l'atelier du 13 février 2017 ont témoigné qu'Unifерme, avec son concept unique, marchait plutôt bien même si des doutes persistent quant à la possibilité de multiplier des initiatives similaires.

Saint-Andéol dispose de plusieurs pensions de chevaux et d'un poney-club, témoins d'un glissement de l'activité agricole nourricière vers une activité liée aux loisirs. Le cantonnement des chevaux sur les mêmes parcelles le long de l'année conduit toutefois sur certains parcs à dégrader la qualité des sols (piétinement, modification de la végétation).



Chevaux, Saint-Andéol, photo prise par Eco-stratégie le 14 février 2017

Ce type d'activité semble globalement épargné par la crise agricole, contrairement à la plupart des exploitants andéolais. Cette tendance se confirme à travers l'enquête agricole menée dans le cadre du diagnostic.

#### -Contexte du foncier agricole

Faisant écho au PSADER, le dispositif **PENAP** de Protection des Espaces Naturels et Agricoles périurbains est un dispositif réglementaire de lutte contre l'étalement urbain pouvant être mis en place par les Départements en collaboration avec les collectivités (art. L113-15 et suivants du Code de l'urbanisme).

Le territoire du SCOT de l'agglomération lyonnaise, dont l'Ouest lyonnais concerné par cette problématique, a servi de territoire-pilote : un PENAP a été mis en place en 2014 par le Département du Rhône. Il limite l'artificialisation des espaces agricoles et naturels en **interdisant un changement du mode d'occupation des sols** au sein de son périmètre, qui ne doit englober que des terrains classés en zone N ou A au sein des documents d'urbanisme locaux.

Le PENAP s'impose (*rapport de conformité*) aux documents d'urbanisme dans la mesure où les terrains compris dans son périmètre ne peuvent être classés en zone U ou AU lors d'une révision, le règlement des zones agricoles et naturelles perdurant.

Le PENAP associe à la protection du foncier agricole un programme d'actions pour la valorisation des activités agricoles.

Un **périmètre de protection** ou enveloppe verte non-urbanisable a ainsi été défini sur le territoire du Syndicat de l'Ouest lyonnais avec des orientations stratégiques sur le devenir des zones agricoles et naturelles d'ici 20 à 30 ans.

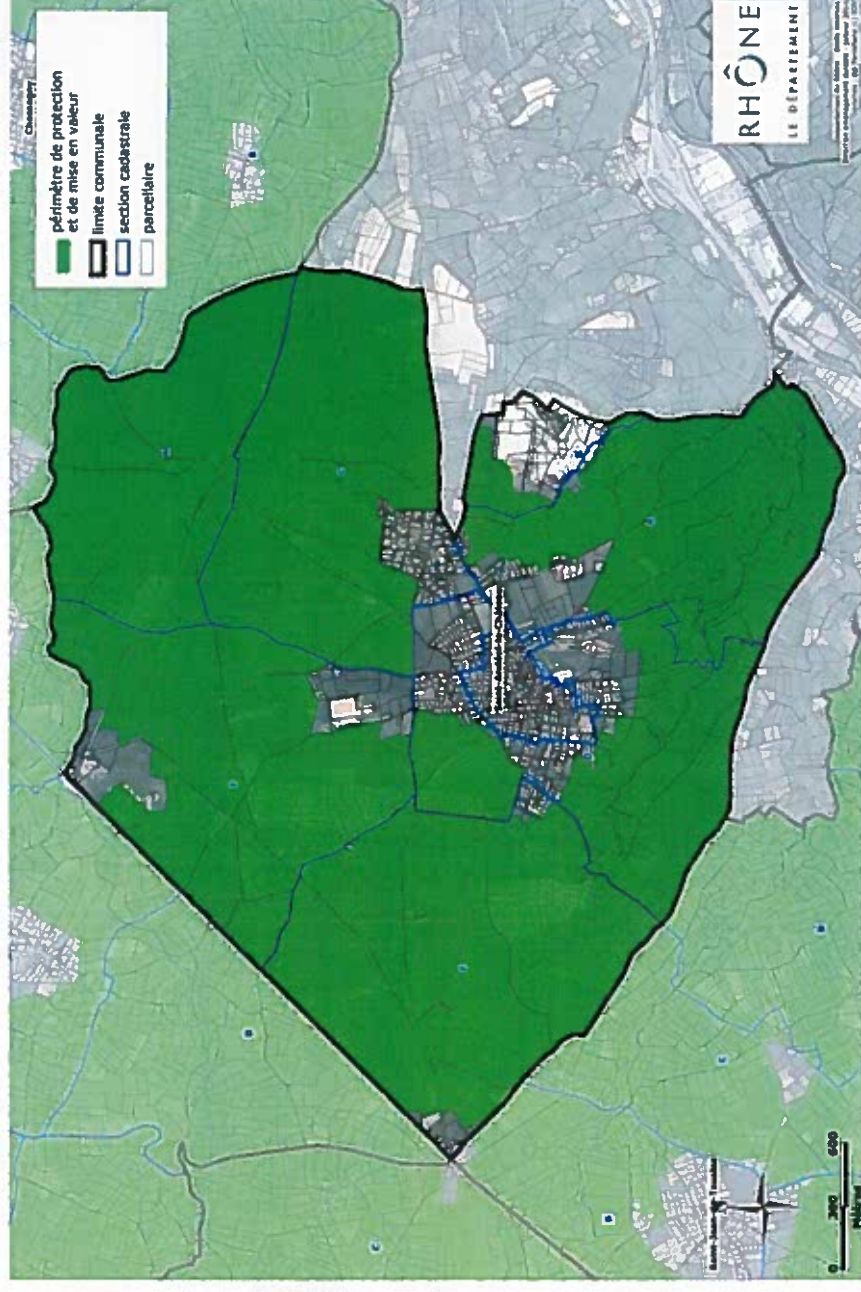
Le **programme d'actions** se décline selon trois grands axes stratégiques :

- Créer les conditions favorables au maintien d'une agriculture périurbaine viable et pérenne (ex : en délocalisant les sièges d'exploitation enclavés dans l'urbain, en développant la vente de circuits courts, etc.) ;
- Gérer et améliorer les liens entre l'urbain, le périurbain et le rural (ex : en facilitant la circulation des espaces agricoles, en aménageant les abords de fermes dédiés à la vente, ...)
- Participer à la qualité environnementale des espaces agricoles et naturels et des ressources (eau, biodiversité et paysages). Ex : en plantant des haies ou bandes enherbées, en développant des mesures agro-environnementales.

L'évolution des surfaces agricoles sur la commune est donc très cadré par le PENAP, qui sur Saint-Andéol-le-Château concerne quasiment l'ensemble du territoire communal, à l'exception du bourg, de deux hameaux aux limites nord et ouest, et de la carrière de Barny.

Ainsi, le risque aujourd'hui de diminution des surfaces agricoles par l'urbanisation et le mitage reste faible, le foncier agricole étant bien protégé.

Cependant l'absence de zone intermédiaire entre les constructions et les surfaces agricoles induit certains conflits d'usages entre habitants et exploitants. L'atelier du 13 février 2017 a mis en évidence une augmentation de ces conflits ces dernières années de par la proximité entre les terres exploitées et le développement résidentiel.



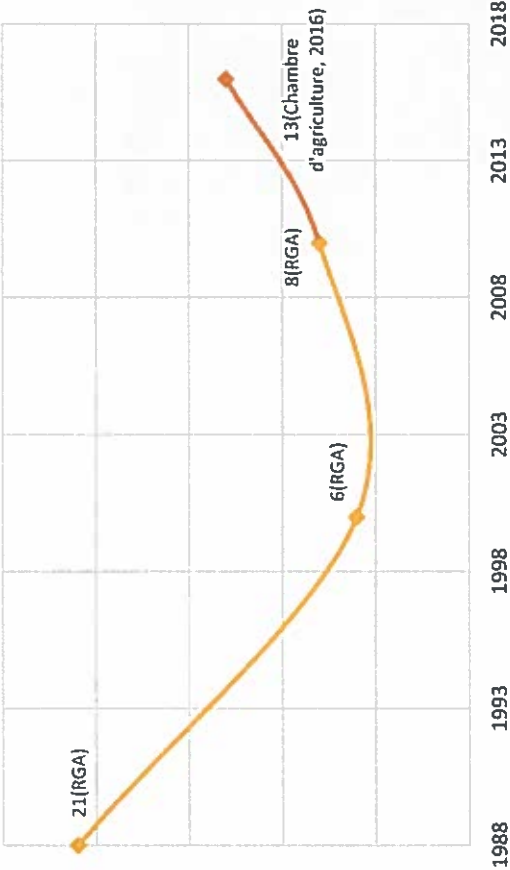
Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains sur Saint-Andéol-le-Château (PENAP du Syndicat de l'Ouest lyonnais)



2.4.2. Evolution et dynamique des exploitations agricoles communales

Les données issues du recensement général agricole de 2010 sont difficilement exploitables du fait d'une part, de leur ancienneté, mais aussi en raison de nombreuses données absentes car non divulguables pour cause de confidentialité.

Aussi, est analysée ici l'évolution de la Surface Agricole Utile et du nombre d'exploitations sur les trois derniers recensements, en y ajoutant les données de la Chambre d'agriculture transmises par la municipalité. Ce graphique montre très nettement la chute du nombre d'exploitant dans un premier temps, puis une reprise de l'activité à partir des années 2000, en lien direct avec les politiques mises en place.



Nombre d'exploitations ayant leur siège sur la commune de Saint-Andéol-le-Château, (sources : RGA et données 2016 de la Chambre d'agriculture du Rhône)

Evolution de la Surface Agricole Utile (RGA)			Evolution en valeur absolue 1988-2010	
	1988	2000	2010	
Superficie en ha	319	354	426	+107
% de la superficie communale	19,78	21,95	26,41	+7

Paradoxalement, la SAU a largement augmenté, même lorsque le nombre d'exploitants diminuait, ce qui fait apparaître une tendance à la disparition des petites exploitations au profit de plus grandes.

Pour compléter ce diagnostic, la mairie de Saint-Andéol-le-Château a fait parvenir en janvier-février 2017 un *questionnaire aux exploitants* agricoles du territoire communal. *6 réponses* ont été recueillies dont les principales conclusions figurent ci-après.

Compte tenu du taux de réponse de moins de 50% (et de l'absence de certaines réponses à certaines questions), la seule analyse de ces questionnaires ne permet pas d'avoir une image représentative de l'agriculture de Saint-Andéol-le-Château, mais il est néanmoins possible de *dégager certaines tendances* sur le fonctionnement et les *perspectives* des exploitations agricoles.

Il ressort de cette enquête que 5/6 exploitants ayant répondu disposent d'un statut individuel, ce qui témoigne de l'existence de petites exploitations.

D'après ces résultats, l'agriculture sur la commune garde un certain dynamisme puisqu'un tiers des exploitants ayant répondu a prévu d'embaucher de la main d'œuvre, et la moitié ont des projets sur leur exploitation (maintien, développement, mise aux normes des bâtiments).

L'orientation technico-économique majoritaire serait l'élevage bovin, suivi de la culture céréalière et fourragère. Les exploitants ayant répondu au questionnaire utilisent principalement les coopératives pour revendre leurs produits. Le questionnaire transmis aux agriculteurs permet de mettre en évidence l'existence d'au moins un élevage ovin.

Les perspectives des exploitations agricoles sont tout d'abord liées à l'âge du chef d'exploitation, qui définit un stade de développement de l'exploitation : l'analyse de la SAU par tranche d'âge du chef d'exploitation permet de souligner les surfaces susceptibles d'être libérées ou transmises en fonction de l'âge de l'exploitant (au-dessus de 50 ans) et les possibilités de reprise qui en découlent. L'avenir des exploitations andéolaises reste donc très incertain, d'une part par l'âge des exploitants (50% des exploitants ayant répondu ont plus de 50 ans) mais aussi parce que si certains ont prévu de céder leur activité d'ici 10 ans, aucun n'a de repère à l'heure actuelle).

Concernant les contraintes qu'ils peuvent rencontrer, certains exploitants se sentent menacés par l'urbanisation, mais aussi par la future autoroute A45. Ce qui ressort de l'enquête, mais aussi de l'atelier du 13 février 2017, est la rigidité concernant la disponibilité du foncier. Plusieurs souhaiteraient voir des terrains non cultivés (trop petits ou rocheux) devenir constructibles pour leur permettre de réinvestir dans leur activité.

Enfin, concernant leur vision du devenir de l'agriculture sur la commune, il reste difficile de dégager une tendance. Certains sont particulièrement pessimistes, de par la crise des prix qu'ils traversent et le vieillissement général des exploitants, et d'autres font part d'une agriculture dynamique qui tend à se diversifier.



Roches affleurantes dans un pâturage (Eco-Stratégie, le 14 février 2017)

### 2.4.3. Synthèse et enjeux agricoles

Un territoire contraint pour l'agriculture (terrains rocheux avec landes et friches, peu d'irrigation) tournée vers l'élevage et secondairement les cultures

Existence d'un PENAP qui protège la majeure partie du foncier agricole face à la pression urbaine liée à la proximité de la métropole lyonnaise : maintien des surfaces agricoles malgré une augmentation significative de la population de la commune ces dernières années

Des terres menacées par le projet de l'A45

Après une diminution du nombre d'exploitants et d'exploitations entre 1988 et 2000, reprise progressive avec augmentation de la taille des exploitations

13 sièges d'exploitation sur la commune (SAU 2010 : 426 ha)

Une diversification agricole avec l'apparition d'activité de loisirs « poney clubs, pension de chevaux » qui semble en bonne santé économiquement et la présence du magasin de producteurs Uniferme

Possibilité de souscrire des aides environnementales avec les MAEC du PAEC du Garon (64 ha engagés en 2016)

- > *Maintenir le nombre de sièges d'exploitations*
- > *Accompagner la diversification de l'activité (transformation de produits agricoles, activités de loisirs) afin de maintenir les exploitations en leur permettant un complément de revenu*
- > *Soutenir Uniferme qui semble apporter une réelle plus-value au territoire*
- > *Développer les démarches en faveur de l'environnement (MAEC) en partenariat avec les acteurs locaux (CEN Rhône-Alpes, collectivités...)*
- > *Prévenir les zones de conflits entre agriculture et urbanisation (création de zones tampons par exemple)*